

EQUI
POP.
ORG

2011

Rapport d'activité

Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable. Notre mission se décline en trois volets complémentaires : impulser, mobiliser et accompagner.

Équilibres & Populations

www.equipop.org
info@equipop.org

Siège

75, rue des Saints-Pères
75006 Paris - France
Tél : +33 (0)1 53 63 80 40
Fax : +33 (0)1 53 63 80 50

Bureau Afrique de l'Ouest

09 BP 903 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : +226 50 37 33 50

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs locaux, Équilibres & Populations s'engage au plus près des populations pour faire avancer la cause des femmes et des filles. Faire que naître fille ne soit plus un handicap ou favoriser l'abandon des mutilations sexuelles féminines, c'est possible. La preuve par l'exemple.

Page 2

02

Mobiliser

Informers les décideurs, les encourager à agir mais aussi les rappeler à leurs engagements, c'est ce que fait Équilibres & Population depuis sa création. Ce travail n'est possible qu'avec la complicité d'autres acteurs et actrices clés : parlementaires, chercheur-e-s, associations et journalistes. De Paris à Ouagadougou : les avancées de 2011.

Page 12

03

Accompagner

Qu'ont en commun la formation des chirurgiens mauritaniens pour leur permettre de mieux opérer les fistules et l'appui aux associations burkinabè dans la recherche de financements européens ? Le même souci porté par Équilibres & Populations de participer à l'autonomisation des acteurs et actrices ouest-africains.

Page 22

04

Mieux connaître l'ONG

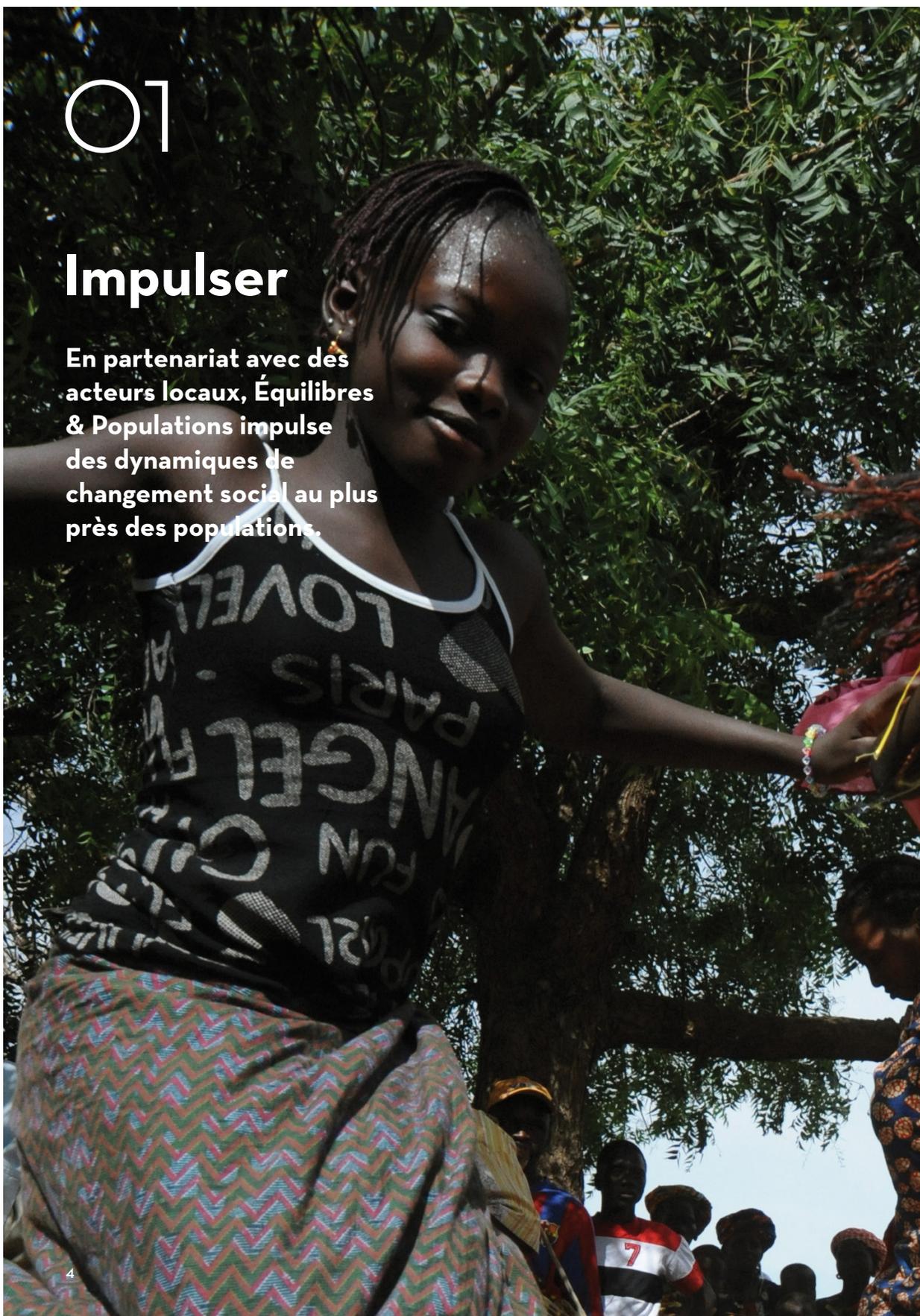
Pour accomplir sa mission, Équilibres & Populations s'appuie sur un socle de valeurs, noue des partenariats, mobilise des ressources et anime des femmes et des hommes engagés et porteurs de compétences pointues et complémentaires.

Page 32

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs locaux, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.





Et si naître fille n'était plus un handicap ?

Chantal, de Zogbodomey, est mariée comme troisième épouse ; à 15 ans, elle est enceinte pour la deuxième fois. Fati, de Saaba, tente de subvenir à ses besoins et d'« aider » financièrement sa famille en vendant des fruits sur les marchés. Mariam est arrivée de la brousse à Ouagadougou à 10 ans et travaille comme domestique chez son « logeur » depuis deux ans. Awa de Loga, 13 ans a été déscolarisée et « attend » d'être mariée... Au delà de la diversité de leurs situations, elles partagent toutes le fait de ne pas aller à l'école et d'avoir un statut matrimonial ou des activités qui ne devraient pas être celles d'enfants, d'adolescentes.

Parce qu'elles sont nées filles, qu'elles vivent dans des régions où la pauvreté et la précarité économique sont importantes, ce sont elles plutôt que leur frère qui ont été sorties de l'école pour être mariée, devenir petite vendeuse ou envoyée en ville comme domestique. Peu éduquées, sans ressources suffisantes et ayant des parcours de vie marqués par des ruptures qui les ont éloigné d'un réseau social ou familial sécurisant,

elles subissent fortement les normes sociales en vigueur et sont sous la domination de personnes plus âgées et notamment des hommes. Non légitimes pour faire valoir leurs droits et leur intégrité et sans accès à l'information, aux services de prévention, de protection et de soins, elles sont victimes de viols et de relations sexuelles qu'elles ne peuvent négocier.

(RE)CONSIDÉRER LA PLACE DES FILLES

De leur côté, les communautés véhiculent d'elles une image de filles faciles, qui ne savent pas se tenir, à la sexualité débridée, qui justifie qu'on abuse d'elles ou qu'on veuille les « cadrer » en les mariant. Elles sont les premières concernées par les grossesses précoces médicalement risquées, les grossesses non désirées et les infections à VIH-sida. Pourtant, les politiques publiques et les programmes d'aide internationaux les ignorent. Notre action vise à modifier cette situation.

Cotonou et Zogbodomey au Bénin, Niamey et Loga au Niger, Ouagadougou et Saaba au Burkina... Qu'ont en commun ces six localités urbaines ou rurales d'Afrique de l'Ouest ? Depuis le début 2011, des jeunes filles de 8 à 18 ans peuvent se retrouver régulièrement dans des espaces dédiés pour se détendre, apprendre, élaborer un projet de vie et le faire accepter par leur entourage et leur communauté.

Identifier et localiser ces jeunes filles mariées précocement ou isolées socialement, leur donner la parole et les aider à exprimer leur vécu, leurs difficultés et leurs besoins, pour mieux connaître et faire connaître leur quotidien, mais aussi questionner leur entourage pour comprendre les représentations que les communautés ont d'elles, tout cela a été une première étape importante pour identifier les facteurs qui empêchent l'expression de la demande de services de santé sexuelle et de la procréation des jeunes filles, et jeter les bases d'une réflexion communautaire sur cette problématique.

AGIR AVEC LA COMMUNAUTÉ

Au cours de nombreuses réunions communautaires, les résultats de cette recherche-action participative ont été partagés et discutés. Les familles, les détenteurs d'enjeux, le personnel de santé, les employeurs, les responsables de marchés ont peu à peu pris conscience de leur responsabilité et du rôle que les communautés ont à jouer pour améliorer leur

statut et le respect de leurs droits. Progressivement, une réponse intégrée et adaptée à leurs besoins se met en place autour de trois axes : le renforcement de leurs capacités et de leurs compétences de vie pour favoriser leur autonomie ; l'instauration d'un dialogue avec la communauté pour impulser des changements sociaux et améliorer la reconnaissance du statut des filles ; l'adaptation de l'offre de services des centres de santé et des centres jeunes à la demande et aux besoins spécifiques des jeunes adolescentes.

RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES PARTICIPANTES AUX PROJETS

Aujourd'hui, dans chacune des localités, une vingtaine de jeunes filles se retrouvent au moins une fois par semaine avec des animateurs-trices compétent-es pour suivre un programme souple qui allie apport de connaissances sur la santé, l'hygiène, les structures d'offres de services ainsi que sur leurs droits, et renforcement des capacités et compétences de vie. À ces rencontres régulières

s'ajoutent des journées « d'opportunités » pour visiter les services et lieux publics de proximité et aller à la rencontre de leur personnel. Cette prise de contact encadré leur permet de prendre confiance pour passer la porte des services mais aussi de responsabiliser les prestataires à l'accueil des adolescentes.

Par ailleurs, chaque groupe développe des supports d'expression artistique (sketch, chant, poésie, théâtre) pour interpeller publiquement les décideurs et les inciter à prendre des engagements en leur faveur. Par la suite, alphabétisation fonctionnelle et gestion financière pour favoriser l'autonomie économique et financière, seront également au programme.

DÉCONSTRUIRE LES STÉRÉOTYPES

La médiation avec l'entourage, pour que ces rencontres soient acceptées et que les jeunes filles soient autorisées à participer aux activités, a été indispensable et reste permanente. Elle n'est pourtant pas suffisante. Pour qu'elles puissent jouir de leurs nouvelles compétences et faire valoir leurs droits, une modification des regards et comportements des membres de la communauté, vis-à-vis des femmes en général et des jeunes filles en particulier, ainsi que des changements sociaux vers plus d'égalité entre les sexes, sont nécessaires.

Un travail avec les garçons et les hommes est amorcé ; il se concrétise par l'initiation d'actions communautaires en faveur des adolescentes. Au Burkina, un réseau de mères éducatrices pour les filles domestiques et pour les vendeuses se met en place. Au Bénin, un travail sur la déconstruction des

stéréotypes sexistes est en cours avec les pairs éducateurs et les communicateurs des communautés. Au Niger, les autorités se mobilisent pour promouvoir la scolarisation des filles et la prévention des déscolarisations précoces. Partout, le regard des prestataires sur les jeunes filles non mariées qui viennent consulter changent : elles sont moins discriminées à l'entrée et témoignent d'un accueil plus favorable et mieux adapté. Au Bénin, toutes les adolescentes déjà mariées bénéficiant du programme ont accouché dans une maternité avec du personnel qualifié alors que, traditionnellement, les primipares donnent naissance à la maison.

Ce travail de proximité et de mobilisation conduit par des équipes constituées spécifiquement au sein de trois ONG¹ partenaires d'Équilibres & Populations, est appuyé méthodologiquement par le Population Council pour son expertise sur la question des jeunes filles, par le Monde selon les Femmes pour l'intégration de l'approche de genre dans les activités, et par l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers pour les aspects de santé publique. Enfin, il alimente et illustre les argumentaires des actions de plaidoyer menées conjointement dans les trois pays pour une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des jeunes filles dans les stratégies, programmes et législations.

1. CeRADIS au Bénin, ASMADE au Burkina Faso et Lafia Matassa au Niger

Delphine Ilboudo, une jeune fille qui n'est plus laissée pour compte

TÉMOIGNAGE

Delphine Ilboudo a 16 ans et habite dans la commune de Saaba. Elle fait partie des filles qui participent aux actions menées par Équilibres & Populations et ses partenaires. Elle a accepté de nous accorder un entretien, à la sortie d'une rencontre qui portait, ce jour-là, sur le mariage forcé.

Delphine, depuis quand participes-tu au projet ?

Je participe au projet depuis mars 2011. C'est Raki qui m'a emmenée dans le projet (ndlr : Raki est une animatrice de l'ONG Asmade).

Est-ce que tu aimes participer aux rencontres ? Pourquoi ?

Oui, j'aime participer aux rencontres parce qu'on donne des conseils sur des choses que je ne connaissais pas. Ce que j'aime surtout, ce sont les animations sur les questions qui concernent les femmes, par exemple sur la planification familiale, ou comment faire attention dans la fréquentation avec les hommes. J'ai appris qu'une adolescente pouvait aller au centre de santé et pratiquer la planification familiale. Je ne le savais pas avant. Je ne savais pas non plus qu'un jeune pouvait se rendre à l'Action sociale en vue de parler de ses problèmes. J'ai appris aussi que je pouvais avoir une pièce d'identité.



Comment ton entourage réagit-il à ta participation au projet ?

Ma famille apprécie. Ils ont remarqué des changements, et comme ils ne peuvent pas parler avec moi de sexualité, de problèmes de jeunes filles, le fait que je vienne ici, ça les arrange. À chaque rencontre, à l'approche de l'heure, ce sont mes frères qui me disent que c'est l'heure de partir au centre.

Est-ce que tu as quelque chose à ajouter ?

Je voudrais qu'on nous aide dans nos activités, qu'on puisse avoir une formation. J'aimerais bien apprendre à coudre, pour en faire mon métier, pour aller travailler avec d'autres personnes dans un atelier. Et puis je voudrais qu'on aide mes parents, parce qu'ils n'ont pas les moyens.

Est-ce que tu t'es fait de nouvelles amies ici ?

Oui, j'ai eu des amies. Et on ne se voit pas seulement ici, au centre, on se suit pour porter les denrées, les assiettes. On se promène ensemble pour vendre. Quand on se voit, on se donne aussi des conseils, sur comment faire attention à ne pas tomber enceinte par exemple.

Kayes : en route vers l'abandon des mutilations sexuelles féminines.

Au Mali, 85,3% des femmes ont subi une mutilation sexuelle féminine (MSF). Autrement appelée excision, cette pratique englobe toutes les interventions chirurgicales consistant à enlever totalement ou partiellement les organes génitaux externes de la fille ou de la femme ou à leur causer d'autres lésions pour des raisons culturelles ou toute autre raison non thérapeutique. La région de Kayes, située à l'Ouest du pays, à la frontière avec le Sénégal, est une des zones où la mutilation sexuelle féminine est massivement pratiquée.

Depuis 2006, Équilibres & Populations et son partenaire malien l'Amsopt (Association malienne pour le suivi et l'orientation des pratiques traditionnelles néfastes) développent, dans le district sanitaire de Kayes, un projet pilote et intégré qui accompagne les communautés des 250 villages de la zone vers l'abandon de l'excision. À travers un dispositif basé sur la promotion de la santé et des droits humains, le but est de montrer que le changement social est possible et que l'expérience

est duplicable à plus grande échelle. Le projet a reçu le soutien financier du ministère de l'Intérieur français, de l'Unicef, de la Coopération australienne et des fondations Astra Zeneca et Wallace Global Fund.

UN PROCESSUS GRADUEL ET COLLECTIF

La stratégie développée par le projet repose sur un processus graduel, qui permet de couvrir étape par étape l'ensemble des villages du district de Kayes. La dynamique consiste à suivre sur le long terme les villages ayant déjà déclaré leur intention d'abandonner l'excision, tout en amenant d'autres communautés vers le changement positif de comportements.

En 2011, le projet a couvert 100 villages de la zone reliés entre eux par des liens matrimoniaux, dont 60 participant déjà au processus sur les phases précédentes et 40 nouvellement intégrés.

Depuis 2006, Équilibres & Populations intervient, avec son partenaire malien, pour la promotion de l'abandon des mutilations sexuelles féminines dans le district sanitaire de Kayes. Le but est de développer une expérience pilote permettant de démontrer par l'exemple que le changement social est possible et durable si les communautés définissent elles-mêmes la pratique de l'excision comme un acte nuisible à leur bien-être.

LE RENFORCEMENT DE L'ÉQUIPE DU PROJET

Afin de déployer un dispositif au plus près des communautés et une action renforcée avec les responsables sanitaires et sociaux, l'équipe du projet s'est agrandie et a été renforcée. Elle se compose désormais d'une dizaine d'animatrices, de trois assistants et d'une responsable de projet. Au démarrage des activités, l'équipe a été formée en communication interpersonnelle, sur les enjeux et conséquences des mutilations sexuelles féminines et sur le genre. Après une étude approfondie des outils existants, Équilibres & Populations a décidé de doter chaque animatrice des kits de sensibilisation spécifiques à la promotion des MSF développés par PSI Mali (Population Service International).

CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

Les actions de sensibilisation ont permis de toucher plus de 20 000 personnes. La promotion du changement de comportements s'est opérée à travers des focus groupes, des visites à domicile, des sessions de counseling et des émissions diffusées sur les radios communautaires.

Afin de favoriser l'adhésion du projet par les communautés, des formations sur les MSF ont été dispensées aux leaders communautaires et religieux, chefs de villages, relais villageois et représentantes des groupements de femmes.

Comme le montre le témoignage d'un chef de village, ces formations ont facilité la réception du projet dans les communautés : « *En juin dernier, des membres de l'ONG Amsopt sont venus dans mon village pour présenter le projet. Après leur départ, j'ai appelé ma communauté pour contredire tous leurs propos.*

Aujourd'hui, je reconnais que j'ai eu tort et que, par méconnaissance, j'ai trompé mon village. À partir d'aujourd'hui, cette pratique ne se fera plus dans mon village et des mesures seront prises ».

PRISE EN CHARGE DES COMPLICATIONS ET RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ

La pratique des MSF entraîne un lot de conséquences néfastes sur la santé des femmes et des enfants. Afin de réduire les souffrances quotidiennes, le projet organise la prise en charge quasi gratuite des pathologies liées à l'excision. Il s'agit d'un volet essentiel : montrer clairement le lien entre l'excision et ses effets sur la santé permet de renforcer les actions de sensibilisation. C'est aussi un moyen de travailler en étroite collaboration avec les médecins et agents de santé. Des formations aux conséquences des MSF et aux soins à y apporter leur sont proposées par le projet, permettant ainsi d'éviter la médicalisation de la pratique¹.

En 2011, 375 femmes ont pu bénéficier de cette prise en charge. Diaba Soucko est l'une de ces femmes et elle témoigne : « *J'avais des difficultés pour uriner et j'ai bénéficié d'une prise en charge dans le cadre du projet. Depuis, les douleurs se sont calmées et je peux uriner tous les jours. J'éprouve encore parfois des difficultés et j'aimerais désormais uriner comme toutes les autres femmes* ».

Le projet participe également au renforcement du système de référencement des femmes d'un niveau à l'autre de la pyramide sanitaire, selon le type de soins requis. Une collaboration fructueuse avec le Programme national de lutte contre l'excision (PNLE), les responsables sanitaires et sociaux et les médecins a permis de développer des schémas de prise en charge spécifiques et des outils adaptés.

LA PARTICIPATION DES MIGRANTS

Acteurs incontournables du processus d'abandon, les migrants originaires des villages ciblés par le projet et vivant en Ile-de-France ont été mobilisés par notre partenaire FECODEV (Femmes et Contributions au Développement). Une quinzaine de sessions de sensibilisation ont permis d'informer les membres de la diaspora de la dynamique en œuvre au Mali, et d'en faire des relais de l'abandon des MSF en France.

LES PERSPECTIVES POUR LES ANNÉES À VENIR

À Kayes, le travail effectué montre qu'il est possible de changer les mentalités et de faire évoluer les normes sociales, en travaillant avec des communautés reliées entre elles par des liens maritiaux, à travers un dispositif de communication pour les changements de comportements.

Il s'agit toutefois d'un processus fragile qui demande une implication continue auprès des communautés. Des poches de résistance au changement perdurent et le travail entrepris doit être poursuivi pour ne pas perdre les acquis obtenus depuis le démarrage du projet. Une évaluation à mi-parcours sera mise en œuvre en 2012 pour mesurer plus précisément les résultats et affiner la stratégie développée à Kayes. Le changement social est en route et il nous appartient de le consolider avec les communautés.

1. Il arrive parfois que les MSF soient pratiquées par des médecins ou agents de santé dans les formations sanitaires, en contrepartie d'une rétribution financière.

Fatoumata Sangare, une salariée très engagée

TÉMOIGNAGE

Fatoumata Sangare est un des piliers du projet « Protéger la prochaine génération ». Recrutée depuis 2011, dans une phase de croissance du projet, elle est basée à Kayes et responsable de la gestion de l'équipe du projet ainsi que de la bonne marche des activités dans les villages de la zone.

Pourquoi as-tu décidé de t'engager dans la promotion de l'abandon de l'excision à Kayes ?

J'ai décidé de travailler sur la problématique de l'excision car c'est une pratique néfaste pour la santé de la femme et de l'enfant. Mon engagement n'est pas récent : lorsque je vivais à Mopti, j'ai participé à la création d'une association travaillant sur ce sujet. Kayes est une des régions au Mali où la prévalence est la plus élevée. Travailler dans cette zone est une façon, pour moi, de participer à la baisse de la pratique et à l'amélioration de la santé et des droits des femmes.

Comment évoluent les comportements dans les communautés ?

Depuis que je suis responsable du projet, j'ai noté un changement radical dans les communautés avec lesquelles nous travaillons. Au départ, beaucoup de chefs de village refusaient qu'on parle de l'excision chez eux. Certaines animatrices ont même parfois été chassées des villages. Puis, grâce aux médiations et aux sensibilisations, ils ont changé d'avis. Désormais, certains chefs de village assistent aux causeries et soutiennent les arguments des animatrices. Au-delà de l'abandon de l'excision, j'ai aussi remarqué des changements plus larges, surtout en matière d'hygiène et assainissement. Par exemple, après la saison des pluies, une épidémie de choléra est survenue dans la région

de Kayes. Cela nous a amené à développer des sessions de sensibilisation sur la prévention du choléra. Et maintenant, les femmes utilisent de moins en moins les eaux stagnantes.

Quels ont été les temps forts du projet cette année ?

Il y en a eu beaucoup ! Dans la commune de Segala, le chef du village a eu une fille. Il a officiellement qu'elle ne subirait pas l'excision.

Cela a été un exemple à suivre pour tout le village. Dans certaines communautés, les prénoms des animatrices ont été donnés aux nouvelles-nées en hommage au travail effectué. Les communautés sont très reconnaissantes. Cette année, une fille de seize ans qui souffrait d'une fistule obstétricale a pu être soignée. Deux exciseuses ont également remis spon-

tanément leur couteau à l'animatrice devant toute la communauté.

Quelles orientations donner au projet dans les années à venir ?

Le projet devrait intégrer l'alphabétisation des femmes dans les villages d'intervention. Le taux d'analphabétisme est très élevé dans la zone, surtout pour les filles et les femmes. Leur apprendre à lire et à écrire permettrait d'améliorer encore davantage leur statut.



02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.





600 millions de filles et un G8/G20 : l'appel entendu des parlementaires

« Dans le cadre de cette rencontre du G8/G20, nous, enfants du Mali, avons décidé de vous faire part de nos préoccupations actuelles et de notre inquiétude quant à l'avenir dans trois grands domaines : l'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi ». C'est en ces termes qu'Aïssata Bocoum, quatorze ans, a pris la parole lors de la première session du sommet tenu à l'Assemblée nationale. Dans l'assistance : soixante parlementaires venus de trente-cinq pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Nord et du Sud. Et la représentante du parlement national des enfants du Mali de rappeler que, malgré les efforts de son pays, la plupart des jeunes filles maliennes demeurent en situation de vulnérabilité dans tous les domaines. Par exemple en matière d'éducation : « Force est de constater que les filles restent confrontées à de nombreuses difficultés pour aller à l'école ou y rester. Les petites filles scolarisées restent victimes du mariage précoce, ce qui les oblige à abandonner les bancs de l'école. De nombreuses filles ne parviennent pas à franchir le cycle du primaire à cause du poids des travaux ménagers et des moyens financiers insuffisants des parents. Le nombre de centres d'apprentissage féminins pour la prise en charge des filles déscolarisées est insuffisant ».

LA VÉRITÉ DES CHIFFRES

Aïssata Bocoum esquissait ici le cercle vicieux qui maintient les jeunes filles dans des situations de précarité parfois extrême. En préambule de ce sommet, Danielle Bousquet, députée des Côtes d'Armor, avait dessiné les contours de cette catégorie de la population : *« Dans le monde, six cent millions de filles sont âgées de dix à vingt-quatre ans. Parmi celles-ci, beaucoup sont en situation de vulnérabilité. Déscolarisées précocement à l'âge de huit ou dix ans, ces filles sortent ensuite de l'écran radar des politiques publiques à un moment où, pourtant, elles courent tous les dangers : sous-nutrition, mauvaise santé globale, mariage d'enfants, maternité précoce, avortements non sécurisés, violences de toutes sortes, dont la prostitution, infection par le sida ».*

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : dans le monde, 70% des 130 millions de jeunes qui ne vont pas à l'école sont des jeunes filles. Dans les pays en développement, une fille sur sept est mariée avant quinze ans, et 38% avant dix-huit ans. En Afrique sub-saharienne, dans la tranche d'âge des 15-24 ans, les nouvelles infections à vih/sida touchent en moyenne huit filles pour un garçon.

Réunis les 16 et 17 mai 2011, parlementaires du monde entier, société civile et chercheurs ont souligné l'importance de prendre en compte les jeunes filles dans les politiques de développement. Un événement qui illustre la capacité d'Équilibres & Populations à faire émerger une thématique.

AU-DELÀ DU CONSTAT

Malgré ces constats alarmants, les jeunes filles sont les laissées pour compte des politiques publiques et des programmes de développement. Leurs besoins sont les plus immenses et les plus urgents mais ils ne sont pas pris en considération, faute de visibilité et à cause de barrières sociales solidement ancrées. C'est précisément pour dénoncer ce paradoxe criant qu'Équilibres & Populations avait fait émerger l'idée d'un tel sommet, en collaboration avec le groupe des « Parlementaires en Action » animé par Danielle Bousquet, le Forum parlementaire européen pour la population et le développement, et le Mouvement français pour le planning familial.

Mais mettre en lumière ces dysfonctionnements ne suffisait pas : encore fallait-il envisager des pistes d'action pour agir concrètement en faveur d'un développement humain grâce à cette porte d'entrée juste et efficace que constitue la thématique des jeunes filles. Pour ce faire, le sommet se fixait pour objectif de profiter d'expertises diverses (chercheurs, parlementaires et société civile) et de créer des synergies entre ces différents types d'acteurs.

Il ne s'agissait cependant pas de présenter les adolescentes des pays en développement comme des victimes, mais au contraire comme des moteurs en puissance du changement capables de « déployer d'énormes potentialités si elles s'autonomisent et deviennent actrices de leur propre vie », selon les termes de Danielle Bousquet, et d'être par la même occasion des « leviers du développement », comme l'indiquait le titre du sommet.

LE CAS DES STRATÉGIES CONTRE LE SIDA

Afin de compléter les travaux des séances plénières, des groupes de travail se sont réunis sur des thèmes tels que « Surmonter le sexisme dans les politiques de développement : une part équitable pour les filles », « Créer des espaces sûrs pour les filles », « Population, genre et droits avant la Conférence de l'ONU sur le développement durable Rio +20 », ou « La féminisation du sida : pourquoi les approches traditionnelles de prévention ont-elles échoué ? ».

Sur cette dernière question, les échanges ont montré que les stratégies traditionnelles de lutte contre le sida ont partiellement échoué parce qu'elles reposaient sur une vision trop occidentale de l'épidémie. En réalité, les adolescentes ne sont protégées ni par leur entourage, ni par l'école, ni même par le mariage. En Afrique sub-saharienne, de loin la zone la plus touchée, l'épidémie se concentre de plus en plus sur les sujets féminins, et jeunes. Deux facteurs entrent en jeu. Le premier, celui du sexe : les femmes doivent faire face à de nombreux obstacles socio-culturels, économiques et juridiques qui augmentent leur risque de contracter le virus. Le second, celui de l'âge : à l'adolescence, les jeunes filles sont socialement moins bien intégrées que les garçons, et le sujet de leur sexualité est particulièrement tabou.

À partir de cette réflexion, les participants à l'atelier ont ouvert deux pistes de travail : promouvoir des programmes qui renforcent les capacités des jeunes filles et facilitent l'évolution des normes sociales dans le cadre d'un large effort de prévention ; et prendre le problème en main avant douze ans, âge charnière auquel les jeunes filles commencent à être exposées à tous types de risques.

UN APPEL ENTENDU

En clôture du sommet, les parlementaires ont signé un appel aux dirigeants du G8/20 faisant écho à ce qu'Aïssata Bocoum déclarait en introduction : « *Nous, enfants du Mali, demandons aux autorités du G8/20 de s'engager à élaborer, adopter et mettre en œuvre des programmes pour la scolarisation, la santé, et l'emploi des enfants en général et des filles en particulier, surtout dans les pays en voie de développement* ».

De fait, quelques mois plus tard, la prise de conscience a débuté au niveau français : fin 2011, un groupe de travail sur les jeunes filles a été créé sur la demande du ministre chargé de la Coopération, Henri de Raincourt, qui avait prononcé un discours lors du sommet, tout comme Roselyne Bachelot, ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale. Et au niveau international, les efforts de plaidoyer conjugués ont abouti à l'instauration, par l'ONU, d'une journée internationale des filles, le 11 octobre de chaque année.

Danielle Bousquet, une parlementaire qui donne sa voix aux filles

TÉMOIGNAGE

Députée française des Côtes-d'Armor, Danielle Bousquet a beaucoup œuvré pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, dans plusieurs espaces, aussi bien au niveau national (commission des Affaires sociales, délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes, groupe d'études sur la population et le développement) qu'international (Forum parlementaire inter-européen sur la population et le développement, Union internationale des parlementaires).

Pourquoi vous être investie sur la thématique des jeunes filles ?

Les jeunes filles dans les pays en développement sont sans doute celles qui focalisent le moins l'intérêt ; alors qu'elles sont un facteur essentiel pour l'avenir de la planète. Pour ces deux raisons, c'est l'un des sujets qui me semblent les plus importants en termes de développement et d'égalité de droits.

La dynamique associant parlementaires et société civile a-t-elle bien fonctionné dans cette initiative ?

Bien sûr. Et il faut que ce soit développé davantage. Si la thématique des jeunes filles est aujourd'hui reprise, c'est la société civile qui a permis qu'elle émerge.

Deux arguments peuvent être avancés : celui des droits, et celui de l'efficacité et de la rentabilité. Les deux approches sont-elles complémentaires ?

Cette population n'a pas de droits et n'est pas reconnue comme devant en avoir. L'approche par les droits me semble donc fondamentale. Mais nombre de décideurs n'ont pas cette conviction, qui ne touche qu'une petite fraction de la population, et il faut effectivement passer à l'approche par l'efficacité. Je ne crois pas du tout que les deux approches soient antagonistes : elles sont complémentaires

et aussi indispensables l'une que l'autre. Il faut varier l'argumentation en fonction des interlocuteurs.

Vous êtes très engagée dans la promotion de l'égalité de genre en France. Est-il primordial de faire un lien avec les questions internationales ?

Bien évidemment. Les civilisations ne produisent pas toujours les mêmes effets, les cultures non plus, mais pourtant on voit bien qu'il existe de profondes inégalités de genre partout, ici et ailleurs. À chaque fois que l'on promeut les droits des femmes à un endroit, en France par exemple, ce sont les filles et les femmes sur l'ensemble de la planète qui en profitent. Réciproquement, on ne peut pas parler des droits

en France sans parler des droits ailleurs.

Comment faire pour que ce plaidoyer pour les jeunes filles soit compris et porté par des hommes ?

Tous ceux qui sont convaincus que la justice sociale est déterminante pour l'avenir du genre humain sont parties prenantes. Hommes ou femmes, les personnes qui n'ont pas cette exigence d'égalité sociale sont difficiles à éveiller. L'important, c'est d'être sans relâche en train de discuter de cela, ici, partout et tout le temps.



Conférence de Ouagadougou : l'engagement des gouvernements et des bailleurs pour la planification familiale

De quoi s'agissait-il ? Comme l'avait énoncé le démographe Jean-Pierre Guengant (IRD), qui avait rédigé au préalable les volets-pays et la synthèse régionale de l'étude « Comment bénéficier du dividende démographique ? La démographie au centre des trajectoires de développement » des pays concernés¹, « *Un engagement simultané, ferme et non ambigu des gouvernements, des organisations de la société civile et des bailleurs et partenaires au développement est indispensable pour obtenir des résultats* ». Et c'est bien ce qui s'est passé à Ouagadougou du 8 au 10 février 2011, à l'invitation et à l'appel du président Blaise Compaoré : d'abord le constat partagé du caractère insupportable des tensions existant dans la sous-région entre dynamiques de population et développement ; ensuite la discussion des conditions du succès d'une relance de la planification familiale (PF) ; enfin l'engagement du processus qui devait permettre à chaque pays d'élaborer et de réaliser son plan d'action. Tandis qu'en miroir à cette

déclaration des délégations des pays de l'UEMOA, les bailleurs et autres partenaires² s'engageaient à mobiliser les moyens techniques, humains et financiers nécessaires, au bénéfice de tous les pays qui manifesteraient une volonté politique réelle.

Dans cette région où la PF n'a jamais vraiment décollé (en moyenne, moins de 10% de méthodes modernes, et près de 30% de besoins non satisfaits), le processus était bel et bien engagé. Mais encore fallait-il l'entretenir.

1. Les membres de l'UEMOA (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo) mais aussi la Guinée, le Ghana, la Mauritanie et le Nigéria.

2. Les pionniers américains (l'USAID, les fondations Hewlett et Gates) et français (ministère des Affaires étrangères et Agence française de développement), auxquels s'étaient jointes la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Commission européenne et la Coopération allemande.

Annoncée dans le rapport d'activité 2010 comme un des deux événements qui devaient marquer l'engagement d'Équilibres & Populations en 2011, la conférence « Population, développement et planification familiale en Afrique de l'Ouest francophone : l'urgence d'agir », n'a pas déçu les espoirs mis en elle.

DONNER TOUTE SA PLACE À LA SOCIÉTÉ CIVILE

Ce fut d'abord le cas fin septembre à Mbour (Sénégal) avec la conférence régionale « Impliquer la société civile pour le repositionnement de la planification familiale en Afrique de l'Ouest francophone ». Sans être absente de la conférence de Ouagadougou, la société civile n'y occupait en effet pas la place correspondant, d'une part à l'importance de ses actions dans le domaine de la santé sexuelle et de la PF, d'autre part à ses capacités d'influencer les gouvernements en faveur du respect des engagements pris à Ouagadougou.

Des savoir-faire aussi incontestables qu'incircouvenables, que les pays devront inclure dans la préparation et la mise en œuvre de leurs plans d'action, et qui ont commencé à Mbour à se constituer en coalition régionale. Pour plus d'efficacité mais aussi pour promouvoir des thèmes sur lesquels il avait

été insuffisamment insisté en février, comme la PF des jeunes (et notamment des filles), le nécessaire engagement des hommes, ou la délégation des tâches.

Sur ce dernier point, Équilibres & Populations prépare depuis le début 2011, avec les économistes du J-Pal, un projet de recherche-action portant sur la délégation des tâches au Burkina Faso, qui devrait rendre effectivement accessible à l'ensemble des couples et des femmes les méthodes de contraception de longue durée, en concertation, bien sûr, avec l'ensemble des autorités et des professionnels de santé

ENTRETIEN L'ENGAGEMENT DE LA FRANCE

Enfin, dernière étape du processus en 2011 : un atelier « Accélérer la mise en œuvre de la déclaration de Ouagadougou » s'est tenu fin novembre à Dakar, en prélude à la conférence mondiale sur la PF « Recherches et meilleures pratiques en matière de planification familiale ». Un atelier qui a notamment permis d'avancer sur la rédaction d'une feuille de route destinée à mettre en œuvre de façon aussi efficace que possible le processus engagé à Ouagadougou. Mais aussi, en pratique, d'insister sur l'indispensable implication des jeunes et des femmes (jusqu'ici trop laissés de côté), sur la nécessaire décentralisation des services et sur la non moins nécessaire formation des personnels (en quantité comme en qualité).

Pour lancer comme pour entretenir toutes les étapes de ce mouvement, initié deux ans avant le rendez-vous de Ouagadougou, en janvier 2009, il n'est pas exagéré de qualifier de central le rôle joué par Équilibres & Populations, à Paris comme à Ouagadougou. Un rôle qui est allé bien au-delà de l'organisation pratique, et qui s'inscrit parfaitement

dans le cadre des trois volets de notre projet : mobiliser les acteurs d'influence, accompagner les partenaires au développement, avec pour objectif d'impulser des dynamiques de changement social. S'agissant de la PF, c'est d'ailleurs ce que nous avons encore réalisé en fin d'année 2011, en obtenant du ministère français des Affaires étrangères qu'il accueille à Paris, en octobre 2012, l'assemblée générale de la Coalition pour les produits de santé de la procréation (Reproductive Health Supplies Coalition), qui travaille au niveau mondial pour rendre effectif l'accès aux produits et services indispensables à la réalisation de la santé sexuelle et de la procréation pour tous et toutes. Une manifestation qui ne pourra que renforcer encore plus l'engagement pris depuis quelques années par la France dans ce domaine, là aussi largement à l'instigation d'Équilibres & Populations.

Delphine Barry, une interlocutrice institutionnelle de choix pour Équilibres & Populations au Burkina-Faso

TÉMOIGNAGE

Les interventions d'Équilibres & Populations au Burkina Faso remontent à plus de dix ans, par le biais des programmes AQUASOU de la Coopération française et PASSAGE de l'Union européenne. Mais c'est avec l'ouverture, début 2008, du bureau local de notre association, qu'elles ont pu s'épanouir dans la continuité, comme en témoigne Delphine Barry, la secrétaire permanente du Comité national de population (CONAPO).

Selon vous, quel rôle joue Équilibres & Populations au Burkina Faso ?

Équilibres & Populations apporte un appui déterminant à la société civile locale et contribue à renforcer l'implication des ONG et associations en tant qu'acteurs du secteur de la population et du développement, et ce dans plusieurs activités du plan national.

Citons par exemple, la célébration des journées mondiales de la population, l'amendement et la validation des rapports nationaux sur l'état de la population au Burkina Faso, ou encore les actions de plaidoyer en faveur d'une meilleure prise en compte des jeunes filles.

Quelles sont les relations entre le CONAPO et Équilibres & Populations ?

Équilibres & Populations a accompagné le CONAPO dans l'organisation de la conférence « Population, développement et planification familiale en Afrique de l'Ouest francophone : l'urgence d'agir », en assurant la mobilisation des acteurs sous-régionaux, mais également le relais avec les bailleurs de fonds de la conférence. Et ce, très en amont de la conférence elle-même, puisque la première réunion de travail à laquelle j'ai participé a été organisée à Kampala, en décembre 2009. La préparation de la conférence de

février 2011 est ainsi venue renforcer encore le partenariat entre les deux institutions. Celui-ci s'est ensuite poursuivi par : l'implication habituel dans des plaidoyers de haut niveau, comme l'animation conjointe de conférences à l'Assemblée nationale, sous le leadership du Réseau des parlementaires en population et développement ; par l'inscription d'activités d'Équilibres & Populations dans le plan de travail annuel du CONAPO, sur financement du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) ; ou encore par l'association également du CONAPO aux activités de mobilisation et aux conférences sous-régionales sur la PF et le mouvement lancé lors de la conférence de Ouagadougou, en février 2011.



Comment envisagez-vous l'avenir de cette collaboration ?

L'avenir ? Ce sera, bien sûr, la poursuite de la collaboration dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la politique nationale de population du Burkina, mais aussi dans la mise en œuvre du projet santé reproductive / planification familiale, volet population, instruit par l'Agence française de développement au titre des engagements pris par la France au G8 de Muskoka.



03

Accompagner

Équilibres & Populations
accompagne les partenaires
au développement en
renforçant leurs capacités
d'intervention.



Équilibres & Populations aux côtés des acteurs de la lutte contre les fistules

C'est dès l'origine de la campagne mondiale « En finir avec les fistules » lancée en 2004 par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP/UNFPA), qu'Équilibres & Populations a entrepris de la relayer. Que ce soit pour mobiliser des fonds privés auprès de fondations américaines au bénéfice d'actions pilotes, de faciliter la prise de conscience des sociétés savantes d'urologie et gynécologie, ou d'obtenir des moyens de la Coopération française.

À partir de 2006, grâce aux fonds de la fondation Flora Family, Équilibres & Populations a ainsi pu venir, en Mauritanie, en appui du programme national de lutte contre les fistules obstétricales (FO) soutenu par le FNUAP. Il s'agissait d'organiser des missions d'experts

par ailleurs membres d'Équilibres & Populations, pour opérer des fistuleuses et, en même temps, former des équipes mauritaniennes. Ces missions, qui se sont poursuivies durant cinq ans, ont aussi été l'occasion de réaliser un film sur la problématique des FO et l'exemplarité du partenariat noué, en Mauritanie, entre les ONG (françaises et locales), le gouvernement et l'ONU.

La même année 2006, Équilibres & Populations obtenait de la Coopération française un petit budget destiné à lui permettre de dresser un état des lieux et de proposer des pistes d'intervention. Ce fut, dès 2007, le FSP « Amélioration de la santé des femmes en Afrique », qui faisait la part belle aux FO et voyait l'ONG devenir, aux côtés du FNUAP,

Faute de données plus précises, on estime que pour une femme qui meurt en couches, entre quinze et vingt en restent marquées à vie dans leur chair. Et la plus dramatique de ces morbidités est certainement – puisqu'elle ajoute l'exclusion sociale à la souffrance physique – la fistule obstétricale, qui rend ses victimes incontinentes, du fait de la destruction des tissus du périnée due à une prolongation excessive du travail lors de l'accouchement. Pour Équilibres & Populations, la lutte pour la prévention et le traitement de ces fistules est donc un engagement historique qui a été réactualisé, en 2011, par la refonte du projet associatif.

opérateur, plus particulièrement en charge des échanges d'expériences entre urologues français et africains, de la valorisation des expériences réussies dans les pays africains, et de la création d'un réseau d'experts francophones.

LE TOURNANT DE 2011

En 2011, toutes ces activités touchaient à leur fin. C'était donc le bon moment pour les évaluer afin d'aller plus loin. Car il ne pouvait être question de se retirer d'un thème aussi emblématique de la condition faite aux femmes, particulièrement africaines aujourd'hui mais aussi américaines et européennes il n'y a pas si longtemps : à la fin du 19^{ème} siècle, n'est-ce

pas à New York que fut ouvert le premier « fistula hospital » ? Et ce qui, chez nous, fit disparaître les FO, n'est-ce pas, avec l'augmentation du niveau de vie, l'accès à une prise en charge qualifiée des grossesses et des accouchements ?

En Afrique, par contre, la persistance des mariages et des grossesses précoces, associée à l'extrême pauvreté, fait le lit de la plus grave morbidité qui puisse affecter les femmes, en l'occurrence des femmes-enfants. Car même en Afrique, on n'a jamais vu une femme suffisamment riche pour bénéficier d'un bon suivi de son accouchement, être porteuse d'une FO.

UN CADRE EN TROIS POINTS

Dans le cadre de la réflexion entamée sur le projet d'Équilibres & Populations, la baisse de la prévalence des fistules gardera donc toute sa place parmi les objectifs de l'association, du fait de la totale « compatibilité » de ce thème « historique » avec le projet revisité. Et les futures interventions de l'ONG devraient se dérouler dans un cadre en trois points :

- une approche plus globale de la santé maternelle avec deux composantes : les droits humains (en l'occurrence, les inégalités femmes/hommes) et les inégalités socio-économiques, puisque les FO ne sont pas une pathologie « comme les autres » mais une maladie de la pauvreté ;
- aucune opposition entre prévention et traitement chirurgical ;
- l'intégration dans les futures interventions de deux dimensions essentielles : en ce qui concerne la composante chirurgicale, l'africanisation des compétences et de la prise en charge ; et pour les composantes « prévention » et « réinsertion », la nécessaire implication des organisations de la société civile.

Du côté des ressources à affecter à des opérations FO, celles d'Équilibres & Populations sont de deux ordres :

- le vivier d'une trentaine de « fistulologues » rassemblés dans les réseaux partenaires d'experts techniques ;
- nos capacités de mobilisation politique et sociale, ainsi que celles de nos partenaires au Bénin, au Niger et au Mali.

UNE MATRICE GÉOGRAPHIQUE

Pour choisir l'implantation des futurs projets soutenus par l'ONG, il conviendra enfin d'utiliser une « matrice cartographique », pour déterminer les meilleures occasions possibles ; les données à renseigner concerneront par exemple les risques géostratégiques (risques-pays), l'existence de plans d'action nationaux sur la santé sexuelle et de la procréation, ou la planification familiale, la présence et la qualité de partenaires techniques (ministères, FNUAP, SAGO, etc...) et d'ONG locales, les capacités de plaider de ces dernières, ou leur niveau d'expertise.

A priori, les pays envisagés seraient le Burkina-Faso, le Sénégal et/ou le Bénin. Dans ce dernier pays, le cadre ouvert par la France en application de l'initiative de Muskoka (100 millions d'euros pendant cinq ans, dont 10 au Bénin) pour l'appui à la réduction de la morbi-mortalité maternelle, ouvre en tout cas des perspectives très favorables, pour les années à venir, à un nouveau partenariat exemplaire entre le FNUAP et Équilibres & Populations. Quoi qu'il en soit, le choix d'un pays et la définition des contours d'un nouveau projet supposent la conduite d'un diagnostic lors d'une mission exploratoire à venir.

Diene Keita, une main tendue pour la poursuite de la collaboration entre l'UNFPA et Équilibres & Populations

TÉMOIGNAGE

S'agissant des fistules obstétricales (FO), thème qui est au cœur du plan d'action de la conférence du Caire, qui, mieux que la représentante du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP/UNFPA), pouvait témoigner des activités d'Équilibres & Populations en Mauritanie ?

Quelle a été la nature de la collaboration entre Équilibres & Populations et l'UNFPA en Mauritanie ?

Le partenariat a été exemplaire. Il a produit des résultats concrets et pérennes pour le pays. Concrètement, il a été mis en place dès 2005 et s'est véritablement consolidé à partir de 2008, assurant un appui efficace au ministère de la Santé, à travers le Programme national de santé de la reproduction (PNSR). Il a permis une intégration de la lutte contre les fistules dans les activités de la maternité à moindre risque, une amélioration de la qualité de la couverture en soins obstétricaux d'urgence, ainsi qu'un renforcement des capacités des prestataires de soins.

Quelle est actuellement la situation, en matière de traitement et de prise en charge des fistules, en Mauritanie ?

Actuellement, le pays dispose de ressources humaines suffisantes pour assurer le traitement médico-chirurgical, la prévention et la réinsertion. Un chirurgien et un gynécologue par région (2 x 13) ont bénéficié d'une formation universitaire théorique et pratique et participé à des missions de réparation chirurgicale conduites par les experts d'Équilibres & Populations. De plus, trois services chirurgicaux intègrent la réparation des fistules simples et complexes dans leur pratique chirurgicale régulière. D'autre part, les succès chirurgicaux enregistrés grâce à l'appui des

experts d'Équilibres & Populations ont constitué une véritable locomotive et un outil de plaidoyer formidable pour la lutte contre les fistules obstétricales en Mauritanie, à travers la guérison définitive de 211 survivantes de fistules, parmi lesquelles de nombreux cas de fistules graves ou « de désespoir », réparées pendant les onze missions effectuées par les experts de l'ONG. Mais il faut maintenir les efforts et le plaidoyer. Pour éviter l'essoufflement de la campagne contre les fistules en Mauritanie, le film médical « La chirurgie de l'espoir », réalisé par la jeune cinéaste J. Kowalsky, et auquel a participé Équilibres & Populations sur financement UNFPA, sera un outil remarquable.



Maintenant que vous représentez l'UNFPA au Bénin, quelles sont les perspectives de collaboration entre les deux organisations ?

J'ai sincèrement l'espérance de mettre notre expertise commune et nos avantages comparatifs au service des populations béninoises, particulièrement les plus vulnérables : les femmes, les jeunes et les adolescents. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative Muskoka pour l'appui à la réduction de la mortalité et morbidités maternelles dans les zones prioritaires, l'UNFPA Bénin souhaite développer des activités de SRAJ (santé de la reproduction des adolescents et des jeunes), Équilibres & Populations pourrait sans nul doute apporter son expertise.

Agir en faveur de la santé sexuelle et de la procréation : plus d'argent de l'Union européenne pour les associations burkinabè

Le travail fourni par Équilibres & Populations au Burkina Faso vise à améliorer l'accès des organisations de la société civile (OSC) aux ressources pour qu'elles puissent renforcer leurs actions en faveur de la SDSP (santé et droits de la sexualité et de la procréation). Il se déploie parallèlement en direction de l'offre et de la demande. Il s'agit, en effet, tout autant d'accroître par le plaidoyer, les fonds alloués par la Communauté européenne (l'Union européenne et ses pays membres) au titre de l'aide publique au développement (APD) en faveur de la SDSP, que d'accroître l'accès des OSC aux fonds non et/ou sous-utilisés de l'UE destinés à la mise en œuvre des projets de SDSP.

UNE ANALYSE CHIFFRÉE DE LA SITUATION

La mise en œuvre d'Euroleverage se justifie par l'insuffisance de l'allocation des ressources en faveur de la SDSP au Burkina Faso.

En effet, le rapport 2011 de la direction générale de l'Information et de la statistique sanitaire (DGISS) révèle que la santé au Burkina Faso est financée par les fonds publics (35,18%), les fonds privés dont les ménages (39,11%) et les fonds provenant du reste du monde (25,71%). Les ménages constituent donc la première source de financement des dépenses de santé au Burkina Faso depuis l'élaboration des premiers Comptes nationaux de la santé (CNS) couvrant la période de 2003 à 2009.

Selon le même rapport, la contribution des ménages a connu un accroissement de 12,3% en valeur absolue entre 2008 et 2009, en dépit des efforts du gouvernement tendant à réduire la part des dépenses de santé à la charge des ménages, à travers des mesures de subvention des accouchements, des soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) et la gratuité dans la prise en charge du paludisme grave chez les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans, dans les formations sanitaires privées.

Équilibres & Populations est responsable de la mise en œuvre, au Burkina Faso, du projet Euroleverage, initié et piloté globalement par son partenaire, l'ONG allemande DSW, dans quatre régions : l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est. L'axe principal de ce projet est la mobilisation des ressources en faveur de la santé et des droits sexuels et procréatifs. Objectif réussi, en 2011, au Burkina Faso, avec un effet levier de 138 686 218 FCFA, au bénéfice de plusieurs ONG Locales.

Parallèlement au rapport de la DGISS, la collecte des données statistiques menée par Équilibres & Populations en 2010-2011 dans le cadre de l'analyse du budget de la santé au Burkina Faso révèle qu'en moyenne, seulement 3% du budget de la santé sont affectés à la SDSP. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les enquêtes démographiques et de santé de 2010 montrent qu'à côté de la très faible prévalence contraceptive que l'on connaît au Burkina Faso (16%, toutes méthodes confondues), les besoins non satisfaits en matière de planification familiale sont très élevés (31%).

UN PROJET D'ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATIONS LOCALES

Pour pallier cette insuffisance d'allocation de fonds au profit de la SDSP et contribuer à l'amélioration du bien être de la population, Équilibres & Populations, à travers Euroleverage, renforce les capacités des acteurs de la société civile afin de les rendre autonomes et

aptes à mobiliser des ressources pour la réalisation des projets et programmes de SDSP qu'ils portent.

Ainsi, au cours de l'année 2011, Équilibres & Populations a organisé pour les OSC burkinabè, une série de rencontres et d'ateliers de formation, qui ont constitué autant d'étapes décisives vers l'amélioration de leurs capacités.

Concertation

Au dernier trimestre de 2010, la Cellule de coordination du PROS (agence de donation née de la volonté de l'Union européenne et du gouvernement burkinabè pour le renforcement des capacités des acteurs de la société civile) a lancé deux appels à proposition (AP) ouverts aux structures intervenant au Burkina Faso.

L'enjeu était alors de permettre aux OSC locales d'élaborer et de soumettre des projets de qualité. C'est pourquoi Équilibres & Populations a tenu, le 20 janvier 2011, une

rencontre d'information et de concertation qui avait pour objectif de stimuler chez les OSC la réflexion sur des idées de projets à soumettre.

Accompagnement

À la suite de la rencontre de concertation et de préparation qui a regroupé une vingtaine de participants de dix OSC, l'activité d'accompagnement d'Équilibres & Populations s'est faite particulièrement au bénéfice des OSC qui ont développé des idées de projet comme BURCASO, ASAFF, ROJD, ABBEF. Il s'est agi pour Équilibres & Populations d'assister ces structures dans la rédaction de leur projet en les appuyant dans la recherche des données inhérentes à l'analyse situationnelle et la mise en cohérence des activités planifiées en rapport avec les budgets prévus.

Évaluation

Le 15 avril 2011, Équilibres & Populations a organisé une rencontre d'évaluation de ses activités d'accompagnement des OSC dans leur préparation aux AP du PROS. L'objectif de cette rencontre était de capitaliser les acquis de l'accompagnement des OSC en vue de renforcer leurs aptitudes à élaborer des projets autour d'un cadre de concertation bien élaboré.

Au cours des travaux, les OSC ont partagé leurs expériences de réussite, mais également les difficultés auxquelles elles se sont confrontées dans le montage des projets, au nombre desquelles la complexité du canevas, le difficile décodage des lignes directrices, l'absence de compétences endogènes aux OSC aptes à analyser les problèmes, à définir les objectifs, à élaborer le cadre logique et à monter des projets pertinents.

À la suite de ces partages, les OSC ont formulé à l'adresse d'Équilibres & Populations des recommandations pour l'organisation d'ateliers de renforcement des compétences en

vue de leur permettre de maîtriser les techniques de planification et de montage des projets et de disposer en leur sein de personnels qualifiés à même d'impulser la dynamique de mobilisation des ressources, gage de leur autonomie.

Renforcement des compétences

D'octobre à décembre 2011 et en réponse aux recommandations des OSC, Équilibres & Populations a organisé trois sessions (chacune ayant duré deux jours) de renforcement des compétences des OSC en montage de projets. Les objectifs visés par ces sessions étaient d'améliorer les connaissances des OSC sur l'environnement de l'aide publique au développement au Burkina Faso, et d'améliorer leurs compétences en méthodologie de planification et de montage des projets.

À l'issue de la formation, deux représentants de chaque organisation participante ont rédigé un projet finalisé sur la base du processus d'apprentissage reçu, et ont bénéficié d'un suivi individuel dans les démarches de montage de projet.

Gageons que l'ensemble de ce processus participe à un renforcement à long terme des OSC burkinabè. Déjà, on peut souligner avec satisfaction qu'à travers ce projet trois structures (ASAFF, BURCASO, fondation RAMA) sont parvenues à lever cumulativement 138 686 218 FCFA pour la mise en œuvre de projets de santé et des droits sexuels et procréatifs. Un résultat concret qui augure d'une bonne dynamique.

Ousmane Ouedraogo, un acteur de la société civile avide de formations

TÉMOIGNAGE

Représenté par son coordonnateur Ousmane Ouedraogo, le BURCASO est, au Burkina, l'un des principaux leaders de la promotion de la santé de la procréation et de l'intégration du VIH/sida dans cette thématique. Travaillant au renforcement des plus de deux cents organisations communautaires qu'il rassemble dans les treize régions du pays, il est lui-même en perpétuelle recherche d'amélioration de ses propres compétences, en matière d'accès aux initiatives des bailleurs de fonds.

Le travail du Burcaso est largement reconnu sur le terrain. Cette reconnaissance vous permet-elle d'avoir facilement accès aux subventions publiques ?

Le Burcaso bénéficie depuis plusieurs années de l'appui des coopérations hollandaise puis allemande, appui qui nous a permis à deux reprises d'accéder aux subventions du Fonds mondial sida/paludisme/tuberculose. Mais chaque bailleur a ses spécificités. Ce n'est pas illégitime mais cela nous complique sérieusement la tâche. Jusqu'à présent nous n'avions pour autant pas accès à d'autres guichets.

Pourquoi avoir participé au programme Euroleverage ?

Nous avons toujours participé assidûment aux formations dispensées aux ONG par Équilibres & Populations à Ouagadougou, mais n'avions jamais pu accéder directement aux financements de l'Union européenne, faute d'une connaissance suffisante de ses procédures et pratiques. C'est pour ça que nous avons sauté sur l'occasion offerte par le programme Euroleverage de renforcer les chances de notre réseau de pouvoir répondre avec succès aux appels d'offre financés par le 9ème FED, pour la mise en œuvre au Burkina du Programme

de renforcement des organisations de la société civile (PROS).

Cet appui a été capital. Au-delà de l'acquisition de la maîtrise des procédures de l'UE, les nombreuses réunions organisées ont été autant d'occasions de partager les expériences de ceux qui avaient déjà postulé à des appels d'offre européens. En pratique, l'analyse des succès et des échecs, celle des difficultés les

plus fréquemment rencontrées et des améliorations possibles, tout cela représente vraiment un facteur essentiel de réussite.

Concrètement, que vous ont apporté ces formations ?

Le fait est que, sur les quelques 130 millions de francs CFA levés à l'issue de cet appui par les ONG burkinabè, BURCASO en a reçu

23. Ceci nous a permis de mettre en place, dans la région de l'Est, une plate-forme régionale opérationnelle des organisations de la société civile intervenant sur le thème « santé et développement ». Une étape essentielle en ce qu'elle a réalisé, d'une part la mise en relation d'un ensemble d'acteurs qui, jusque-là, s'ignoraient, mais aussi la remontée et la capitalisation des savoir-faire et des ressources dont regorgent les communautés.



04

Mieux connaître l'ONG

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

Aujourd'hui, Équilibres & Populations est une structure s'appuyant sur douze salariés et cinquante membres, avec un budget annuel de quelque 1,5 million d'euros. Le siège est à Paris et, depuis quatre ans, l'ONG a un bureau sous-régional à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Une vision, des valeurs

Dans la vision portée par Équilibres & Populations, il ne pourra y avoir de développement durable sans qu'y soit associée la moitié féminine de l'humanité. L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes, notamment leur santé et leurs droits sexuels et procréatifs, est à la fois un facteur et un marqueur de développement.

Notre vision repose sur un socle de valeurs.

RESPECT DES DROITS HUMAINS

Équilibres & Populations plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.

BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Équilibres & Populations considère que le bien-être des populations ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques mais aussi par les capacités des individus qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans la société à laquelle ils appartiennent.

JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Équilibres & Populations défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Équilibres & Populations prône un développement soucieux de l'équité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action

ADOPTER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Équilibres & Populations adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en termes d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité.

Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et, bien entendu, les populations des zones d'intervention.

NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter pour une croissance interne, Équilibres & Populations a choisi de développer le périmètre et la qualité de ses actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs (OSC, parlementaires, journalistes, chercheurs, fonctionnaires, experts techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité.

Depuis plus de dix ans, Équilibres & Populations collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.

Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leurs pays respectifs. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès des populations ainsi que des actions de plaidoyer adaptés aux situations sociopolitiques locales.

TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Équilibres & Populations a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs du développement : organisations de solidarité internationales (OSI), structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises...

Nous collaborons avec des réseaux d'OSI en France, en Europe et en Afrique francophone subsaharienne. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseil d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

En Afrique francophone subsaharienne, Équilibres & Populations a progressivement orienté une partie de son action au bénéfice des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et en Amérique du Nord, Équilibres & Populations travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des experts techniques et administratifs ;
- des chercheurs ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des décideurs politiques ou administratifs.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :

Impulser des dynamiques de changement social au plus près des populations, par la conception et la mise en œuvre de projets-pilotes en partenariat avec des acteurs locaux ;

Mobiliser les acteurs d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique plus favorable ;

Accompagner les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Équilibres & Populations a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issus des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, décideurs politiques...

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

POLITIKES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Équilibres & Populations a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des acteurs politiques de la coopération internationale. Nous disposons une solide connaissance des acteurs et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.

Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les décideurs politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement. Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires, qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Équilibres & Populations s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises comme la planification familiale, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules ou encore les mutilations sexuelles féminines.

L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales...), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usagers, intégration VIH-sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Équilibres & Populations puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts des populations. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants.

Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être homme ou femme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si l'on veut être moteur de changement social.

L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.

La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : rééquilibrer les rapports entre hommes et femmes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'impliquant les deux moitiés des populations concernées.

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Équilibres & Populations a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que chef de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies d'intervention participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

Équilibres & Populations facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs locaux. Équilibres & Populations influence également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics. Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'événements, de voyages d'étude, de campagnes d'information ; réalisation et publication de supports documentaires ; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'experts ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics ; formalisation et diffusion d'argumentaires ; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Équilibres & Populations renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires au développement. Équilibres & Populations conduit des activités d'appui-conseils, co-réalise des diagnostics partagés, anime des réunions de travail, supervise ou accompagne ses partenaires en situation sur le terrain, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

Persuadée depuis toujours
des vertus des synergies,
Équilibres & Populations
développe systématiquement
une stratégie d'alliances et de
partenariats, en particulier
avec des ONG africaines.

Par ailleurs l'association est
membre active de plusieurs
réseaux d'organisations de
solidarité internationale.
En matière de plaidoyer
notamment, l'union
fait la force !

Partenariats

ZOOM SUR UN PARTENAIRE AFRICAÏN : L'ONG CERADIS AU BÉNIN

Comme souvent, la relation d'Équilibres & Populations avec le Centre de réflexion et d'actions pour le développement intégré et la solidarité (CeRADIS) est d'abord le résultat d'une rencontre « coup de foudre » : celle de Mistoura Salou, représentante du Bénin dans la délégation des jeunes au VIII^{ème} Sommet de la Francophonie (Nouveau-Brunswick, septembre 1999).

C'est que d'emblée, s'agissant des droits et de la santé sexuelle et de la procréation, Équilibres & Populations et CeRADIS se sont pleinement retrouvés sur des principes d'intervention communs, que Nourou Adjibade, le directeur, résume ainsi : « *Approche participative dans la mise en œuvre des projets et programmes, mobilisation communautaire et politique, intégration des questions de vih-sida et des questions de santé procréative, approche par les droits* ». Sur cette base, le partenariat avec CeRADIS s'est épanoui à travers différents projets, sans interruption depuis plus de dix ans. Depuis la sensibilisation des jeunes scolarisés à la santé de la procréation, jusqu'à, aujourd'hui, la prise en compte des besoins spécifiques des filles en situation de vulnérabilité, les deux ONG ont cheminé ensemble, testant de nouvelles approches, développant la confiance nécessaire à la mise en œuvre d'actions de qualité et acquérant de plus en plus d'expérience pour accompagner le changement social et politique en faveur de l'amélioration de la santé et du statut des jeunes, en particulier des filles.

Pour illustrer concrètement les actions menées, on peut par exemple citer, le projet Kpote Kiosque d'appui aux jeunes d'Afrique de l'Ouest dans la lutte contre le sida et pour l'amélioration de la santé sexuelle et de la procréation (2006/2009). Ce dernier a donné lieu à

la création d'un centre jeune à l'exemplarité reconnue qui offre des informations, des préventifs et facilite le dépistage et la prise en charge des IST/VIH. Conçu par les jeunes, pour les jeunes, il propose surtout des activités et services adaptés à ce public, tout en prenant en compte la diversité des situations et notamment les besoins particuliers des plus jeunes et des filles. Plusieurs années après la fin du projet, il ne cesse de développer ses effets bénéfiques. Une « durabilité » qui est une préoccupation essentielle des deux associations.

Agir au plus près des populations mais aussi influencer les politiques publiques au plus haut niveau : fidèle à sa démarche, Équilibres & Populations a également soutenu CeRADIS dans des projets de plaidoyer. Pour n'en citer qu'un, évoquons en 2005/2006 le travail en direction des structures publiques béninoises impliquées dans la mise en œuvre des programmes financés par le Fonds mondial. À travers l'organisation de débats publics sur la performance du point de vue des personnes vivant avec le vih/sida, il s'agissait de dénoncer certains dysfonctionnements mais aussi de proposer des pistes d'amélioration. Dans un monde où les ONG sont trop souvent (financements obligent) « aux ordres », cette démarche a clairement participé à l'amélioration de la qualité des programmes publics.

Le partenariat est une expérience sans cesse renouvelée. C'est ainsi que depuis quelques années, CeRADIS est régulièrement impliquée aux côtés d'autres ONG de la sous-région dans des programmes multi-pays dont Équilibres & Populations assure la coordination. Équilibres & Populations et ses partenaires se sont ainsi constitués au fil des années en un réseau informel d'acteurs partageant des visions convergentes du développement, ce qui amène inévitablement à se poser la question, aujourd'hui, d'une collaboration plus institutionnelle. Histoire à suivre.

Réseaux

UN RÉSEAU FRANÇAIS : COORDINATION SUD

Équilibres & Populations est membre active de Coordination SUD, plate-forme rassemblant plus de 130 ONG françaises du développement et les représentant auprès des pouvoirs publics français. En particulier, notre ONG participe activement aux travaux de trois commissions : APD (aide publique au développement), genre et santé.

Dans cadre de la première, en plus du travail habituel d'examen critique du projet de loi de finances et de la préparation des plaidoyers pour les échéances électorales de 2012, Équilibres & Populations a concouru à la préparation des positions françaises pour les grandes échéances internationales de l'année (G8 et G20 en France, et forum international sur l'efficacité de l'aide en Corée, à Busan).

En ce qui concerne la commission « genre », dont Équilibres & Populations est chef de file, il faut surtout retenir une participation active à l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie « genre » de la Coopération française.

Quant à la commission « santé », aux côtés des autres membres, Équilibres & Populations aura été particulièrement active, en 2011, au suivi de la mise en œuvre des engagements gouvernementaux dits « de Muskoka », puisque ceux-ci représentent un effort considérable en faveur de la santé sexuelle et de la procréation, dans le cadre de la lutte contre la morbi-mortalité maternelle et infantile.

Enfin, il faut sûrement voir une reconnaissance de tout le travail fourni depuis des années par Équilibres & Populations au sein de C SUD dans le fait qu'Aurélié Gal-Régniez, directrice exécutive adjointe, a été élue en 2010 au conseil d'administration de la coordination.

UN RÉSEAU FRANCOPHONE : GENRE EN ACTION

Créé en 2003, le réseau Genre en Action (GeA) travaille activement à une meilleure connaissance et prise en compte de l'approche de genre dans le développement. Reconnu comme un interlocuteur clef dans la réduction des inégalités femmes/hommes, il compte plus de 2800 membres dans plus de cinquante pays, principalement francophones.

Fin 2009, l'association Genre en Action est venue le compléter, avec pour objet de le soutenir et de le faire évoluer. C'est en quelque sorte le moteur de GeA. Équilibres & Populations est, depuis l'origine, membre active du réseau et de l'association, et même membre du bureau.

En 2011, Équilibres & Populations, s'est surtout impliquée dans les travaux du groupe chargé par le gouvernement d'évaluer la mise en œuvre de la stratégie « genre et développement ».

Par ailleurs, le genre étant au cœur de nos plaidoyers, Équilibres & Populations a eu en 2011 de multiples activités qui concernent GeA au sein de C SUD (voir précédemment), notamment pour renforcer la place du genre dans des documents comme la stratégie « santé » de la Coopération française, ou dans les positions défendues par la France lors des réunions du G8/G20 et du forum de Busan sur l'efficacité de l'aide, ou dans des processus aussi importants que celui engagé par l'AFD pour évaluer les projets « santé » des ONG financés par elle.

Mais le plus important, c'est sans doute qu'Équilibres & Populations a pu inscrire en tête du programme 2012 de la commission « genre » de Coordination SUD, le thème de la budgétisation sensible au genre pour les crédits de l'APD française.

DES RÉSEAUX EUROPÉENS : EURONGOS, COUNTDOWN 2015 ET LA REPRODUCTIVE HEALTH SUPPLIES COALITION

EuroNGOs soutient la mise en œuvre du programme d'action du Caire sur la population et le développement, à travers la coopération et l'échange d'idées et d'expérience en matière de droits à la santé sexuelle et de la procréation, en Europe et dans le monde entier. Équilibres & Populations en est, depuis sa fondation en 1996, un membre très actif.

Par ailleurs, s'agissant d'action collective en Europe, Équilibres & Populations est aussi partie prenante de Countdown 2015 Europe, un consortium opérationnel de seize ONG européennes, membres d'EuroNGOs. Ce consortium fait un travail de sensibilisation et promeut l'allocation de moyens financiers et politiques accrus de la part des bailleurs européens, afin de garantir un accès universel à la santé sexuelle et de la procréation, et à la planification familiale partout dans le monde.

Enfin, nous participons aussi aux travaux de la Reproductive Health Supplies Coalition (Coalition pour les produits de la santé de la procréation), qui est un partenariat mondial d'organisations publiques, privées et non gouvernementales, destiné à assurer que les pays à revenus faible et moyen puissent obtenir et utiliser des produits abordables et de bonne qualité pour une meilleure santé de la procréation. En juin 2011, les deux partenaires français (le ministère de la Coopération et Équilibres & Populations) ont appuyé avec succès la création du forum francophone SE-CONAF (Sécurité contraceptive en Afrique francophone) au sein de la Coalition.

Équilibres & Populations
s'appuie sur cinquante membres
médecins, journalistes ou
jeunes professionnels du
développement qui se réunissent
en assemblée générale au moins
une fois par an. L'assemblée
générale élit tous les trois ans
un bureau. Le projet associatif
est mis en œuvre par une
équipe multidisciplinaire
aujourd'hui de douze salariés.

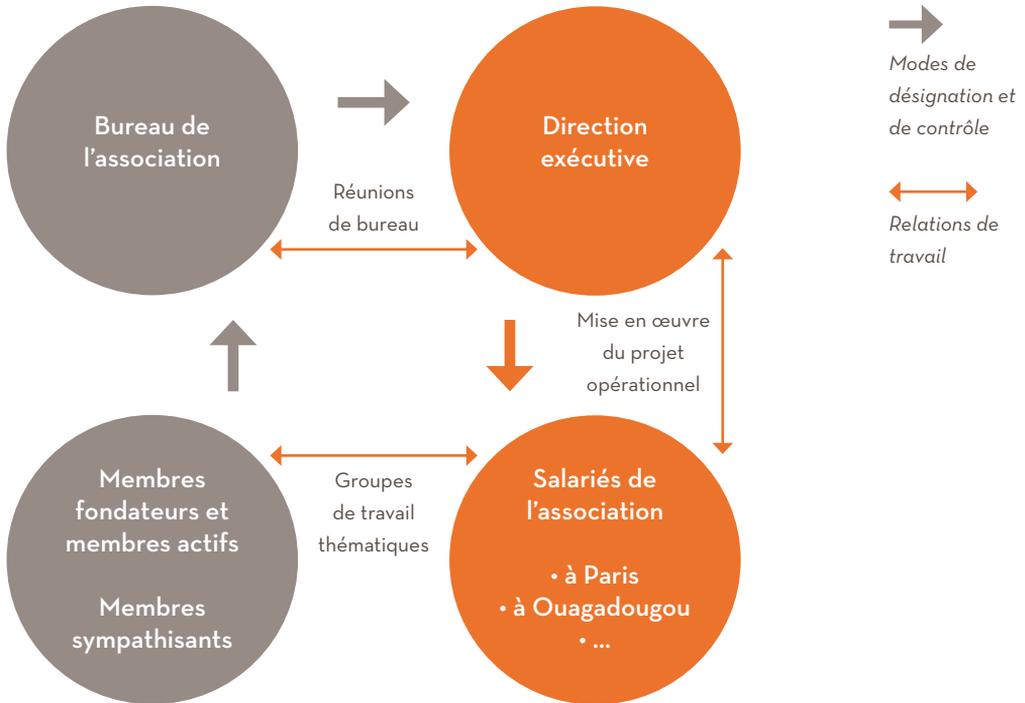
En 2011, l'association
s'est engagée dans un double
processus de structuration,
en lançant un diagnostic
organisationnel et de
renouvellement de
ses membres.

Engagement citoyen et implication professionnelle

MEMBRES DE L'ASSOCIATION

SALARIÉS DE L'ASSOCIATION

Légende



LE BUREAU

Dr. Marie-Claude Tesson-Millet,
Présidente

Dr. Annick Schwebig,
Vice-présidente et trésorière

Pr. Jacques Milliez,
Secrétaire général

Pr. Claude Sureau,
Vice-président

Dr. Claude Dumurgier,
Membre ordinaire

Dr. Alain Marié,
Membre ordinaire

*Le bureau se réunit en moyenne
tous les trois mois.*

L'ÉQUIPE SALARIÉE

La direction

Serge Rabier

Directeur exécutif

serge.rabier@equipop.org

Aurélie Gal-Regniez

Directrice exécutive adjointe

aurelie.gal_regniez@equipop.org

L'équipe¹

Aurélie Desrumaux

Chargée de projet

aurelie.desrumaux@equipop.org

Dominique Pobel

Responsable de programmes

dominique.pobel@equipop.org

Sylviane Evide

Responsable comptabilité et paye

sylviane.evide@equipop.org

Florian Piedallu

Coordinateur jeunesse

florian.piedallu@equipop.org

Sibiri Koné

Agent de liaison

Bureau Afrique de l'Ouest

sibiri.kone@equipop.org

Nicolas Rainaud

Chargé de mission plaidoyer

nicolas.rainaud@equipop.org

Remi Minoungou,

Chargé de projet

Bureau Afrique de l'Ouest

remi.minoungou@equipop.org

Isabelle Thimbault

Responsable finances et contrôle de gestion

isabelle.thimbault@equipop.org

Rodrigue Ngouana

Responsable du bureau Afrique de l'Ouest

rodrigue.ngouana@equipop.org

Robert Toubon

Responsable relations institutionnelles

robert.toubon@equipop.org

Les stagiaires

Lucie Blanchard

Fanny Bourgeois

Stéphanie Florquin

Saël Guillerme

Nora Le Jean

Mariam Mosquet

Aurélie Piéchaud

Eva Razafinarivo

1. Par ordre alphabétique

Béatrice Cuzin, une nouvelle membre déjà très investie

TÉMOIGNAGE

Béatrice Cuzin, après avoir côtoyé Équilibres & Populations pendant plusieurs années, a décidé de sauter le pas et de devenir membre de l'association en 2011. Très vite, cette urologue, qui officie à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon et qui est très engagée sur les thématiques des fistules obstétricales et des mutilations sexuelles féminines, s'est investie dans la redéfinition du cadre stratégique de l'association.

Tous les chemins mènent-ils à Équilibres & Populations ?

Je ne sais pas, mais pour moi ce fut un chemin chirurgical. J'ai commencé à travailler avec Équilibres & Populations il y a environ trois ans, sur le thème des fistules obstétricales, cooptée principalement par trois collègues déjà membres : Max Dubernard, Claude Durgier et Pierre Foldés. En effet, en reprenant l'organisation du groupe fondé sur cette thématique, au sein de l'Association française d'urologie, je me suis rendue compte qu'Équilibres & Populations jouait un rôle clef dans la coordination des actions françaises. D'autre part, je travaille depuis trois ans, avec Pierre Foldés, dans le domaine des mutilations génitales féminines, une autre thématique de l'association.

Au-delà de cet aspect confraternel, qu'est-ce qui vous a poussé à vous investir dans l'association ?

D'emblée j'ai apprécié l'accueil reçu et la liberté d'expression qui y régnaient, la disponibilité des interlocuteurs et leur diversité. Et sur le fond, je pense que seule une association transversale telle qu'Équilibres & Populations a potentiellement les moyens humains nécessaires pour conduire les actions en santé comme elles doivent l'être : de la prévention à la prise en charge globale de pathologies, telles les fistules obstétricales ou les

mutilations. Le nom de l'association m'a aussi semblé représenter l'éthique des actions telles que je les conçois, avec la priorité à l'humain et à la lutte contre les inégalités.

Vous ne vous êtes pas contentée d'adhérer : votre investissement a pris de multiples formes ?

Effectivement. À la demande du conseil d'administration, j'ai participé au comité de réflexion stratégique qui a été lancé à la fin de l'année pour redéfinir les actions de l'association. Les priorités me semblent être de disposer d'une vision claire des personnes ressources en interne et de leur potentiel en termes de compétences et de disponibilités et de s'appuyer sur les actions en place, en les complétant en intégrant les aspects géopolitiques, y compris les actions des autres associations. Deux ou trois sites géographiques doivent pouvoir être renforcés dans le secteur de la santé génésique, que ce soit dans le domaine des fistules ou des mutilations génitales, afin de permettre une approche plus globale. Et puis évidemment, il faut s'organiser pour pouvoir mieux répondre aux appels d'offres financiers. Une dernière chose à garder en tête : nous sommes dans un secteur où la mixité, dans tous les domaines, est particulièrement importante pour avancer, et nous devons, une fois encore, nous rappeler le nom de l'association.



Le budget d'Équilibres & Populations

Les ressources globales d'Équilibres & Populations proviennent principalement de fondations privées ainsi que d'institutions publiques nationales et internationales, de dons, d'activités d'exploitation diverses (prestations de services, ventes d'ouvrages).

En 2011, les produits bruts des fonds dédiés s'élèvent à 1 997 704 euros alors que leur montant net est de 1 531 403 euros. La différence entre ces deux montants (ou « fonds dédiés ») correspond à la part des ressources affectées à des projets, qui n'a pas été utilisée en fin d'exercice et qui est reportée sur l'année suivante, selon l'engagement pris par Équilibres & Populations envers ses bailleurs.

Entre l'année 2010 et 2011, les produits nets des fonds dédiés ont augmenté de 5,94%. Cette augmentation est bien moins importante qu'entre 2009 et 2010, où elle avoisinait 60%, mais n'est pas révélatrice d'une moindre activité. En effet, en 2010 et par rapport aux années précédentes, Équilibres & Populations a franchi un cap en termes d'ingénierie de projets, avec la mise en œuvre de deux programmes pluriannuels d'ampleur, financés d'une part par l'Union européenne et d'autre part par l'Agence française de développement, qui traitent de la problématique de la prise en compte des besoins spécifiques des adolescentes en situation de grande vulnérabilité.

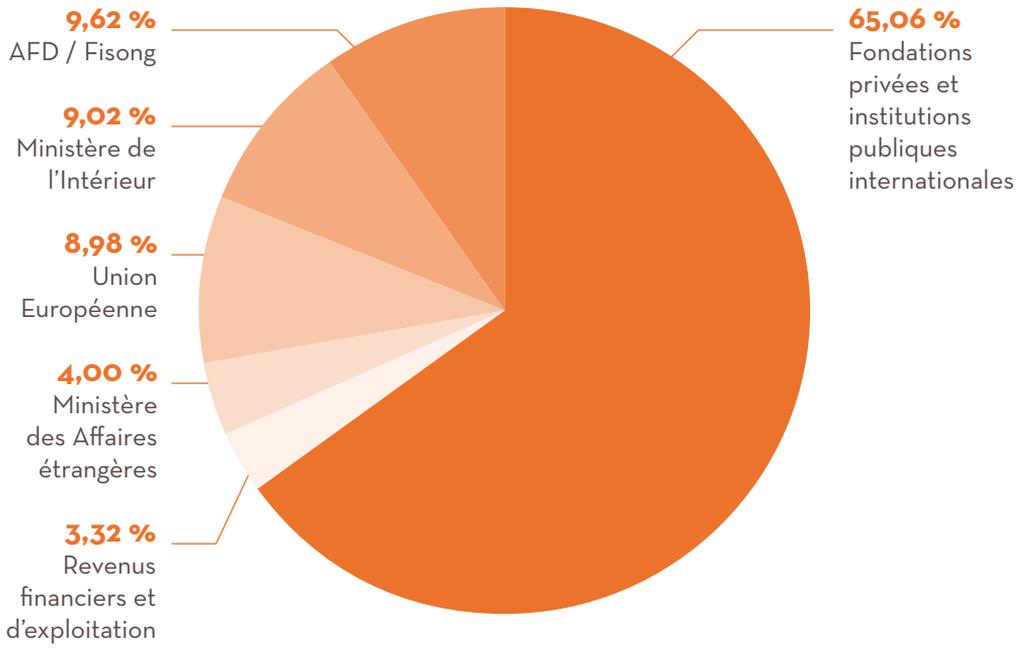
Forte de ce changement de tendance, 2011 a été ponctuée par de nombreux événements et projets déjà évoqués par ailleurs, comme l'organisation et la tenue à Ouagadougou de

la conférence « Population, développement et planification familiale en Afrique de l'Ouest francophone : l'urgence d'agir », ou l'accomplissement d'une nouvelle étape de notre projet de promotion de l'abandon de l'excision au Mali.

L'évolution de l'ensemble des charges d'exploitation, financières et exceptionnelles d'Équilibres & Populations est principalement liée au rythme d'avancement des projets de terrain et de plaidoyer, alors que l'évolution des charges liées au fonctionnement de la structure est contenue et qu'un excédent d'exploitation a été dégagé. Le total des charges s'est élevé à 1 499 922 euros (hors dotation aux fonds dédiés).

L'année 2011 s'est soldée par un excédent de 31 481 euros.

Sur les quatre derniers exercices, chaque euro qu'Équilibres & Populations a reçu de ses bailleurs pour financer son activité générale, lui a permis de mobiliser près de cinq euros, de manière directe ou indirecte, auprès du ministère des Affaires étrangères, de l'Agence française de développement, de l'Union européenne, d'organisations et fondations internationales, afin de financer des programmes de terrain en Afrique sub-saharienne ou des projets de plaidoyer. Cet effet de levier est un indicateur fondamental de la capacité d'Équilibres & Populations à mobiliser des ressources auprès des grands bailleurs français et internationaux.



Origine des ressources d'Équilibres & Populations en 2011

En 2012, repenser notre développement

2012 sera une année d'élections présidentielles et législatives, élections dont les résultats affecteront les politiques publiques en terme de développement international pour les cinq années qui suivront.

Même si les engagements pris par la France à l'occasion du G8 de Muskoka ne devraient pas être remis en cause, l'évolution de l'agenda international d'ici 2015 risque d'être fortement affectée par l'impact des crises financières et budgétaires ainsi que la prise de conscience du réchauffement climatique, qui demanderont de recréer des cadres de coopération internationale plus innovants.

Ces contraintes pourraient aussi être des occasions de repenser les schémas relatifs au développement et à son financement. Équilibres & Populations compte prendre sa part dans ces réflexions, aussi bien au sein de la plateforme nationale Coordination Sud qu'au sein de réseaux européens dont elle fait partie, EuroNGOs et Countdown 2015 Europe.

En France plus particulièrement, 2012 verra aussi le départ de l'Assemblée nationale d'Henriette Martinez et de Danielle Bousquet, qui ont marqué fortement de leur empreinte les thématiques de santé sexuelle et de la procréation, d'égalité femmes/hommes (« genre ») et de dynamiques de populations au cœur des politiques de développement international françaises. À l'occasion de ce rapport annuel, nous tenons à leur témoigner toute notre gratitude pour leur engagement et leurs inlassables efforts.

Afin de poursuivre son travail de plaidoyer, Équilibres & Populations devra identifier de nouveaux/nouvelles parlementaires et continuer de collaborer avec des parlementaires historiques pour contribuer à l'élaboration des cadres nationaux et internationaux du développement.

En Afrique subsaharienne francophone, 2012 verra la poursuite des engagements d'Équilibres & Populations avec ses partenaires, pour la lutte contre l'excision au Mali, pour la prise en compte des besoins spécifiques des adolescentes dans les programmes de santé et droits en matière de procréation au Niger, au Burkina Faso et au Bénin, et pour la mobilisation des décideurs nationaux et locaux dans le suivi des décisions annoncées lors de la conférence de Ouagadougou sur la planification familiale.

Enfin, 2012 sera l'occasion pour Équilibres & Populations de mettre en œuvre un diagnostic organisationnel qui devrait déboucher sur la formalisation de notre vision, de nos missions et de nos objectifs, et qui se matérialisera par un plan d'action stratégique sur trois ans.

Crédits

Le rapport d'activité est également disponible sur le site internet : www.equipop.org

Conception et réalisation

Coordination :

Aurélie Gal-Régniez

Comité de Rédaction :

Robert Toubon, Nicolas Rainaud,

Aurélie Gal-Régniez

Avec la participation de

Aurélie Desrumaux,

Rémi Minoungou, Dominique Pobel,

Serge Rabier, Eva Razafinarivo

et Isabelle Thimbault.

Création : Jean-Luc Gehres

www.welcomedesign.fr

Photographies : Imageo

www.imageo.com

Crédits Photos :

Félix Vigné©, Tristan Parry©

Impression :

Imprimerie Simon, Ornans

Document imprimé sur Munken

Lynx. Ce document est imprimé sur du papier certifié PEFC.



Équilibres & Populations

www.equipop.org

info@equipop.org

Siège

75, rue des Saints-Pères

75006 Paris - France

Tél : +33 (0)1 53 63 80 40

Fax : +33 (0)1 53 63 80 50

Bureau Afrique de l'Ouest

09 BP 903 Ouagadougou 09

Burkina Faso

Tél / Fax : +226 50 37 33 50